



➡ Égypte : Les militaires doivent rester en dehors de la politique

Geplaatst op vrijdag 05 juli 2013 |

SHARE

4 juillet 2013 : La CSI salue le courage du peuple égyptien, qui réclame un gouvernement démocratique et ouvert à toutes les communautés. Les militaires égyptiens doivent désormais rester en dehors de la politique et contribuer à un retour rapide à la démocratie, dans le cadre d'une constitution qui garantisse le respect des droits de chacun.

L'armée a destitué le président Mohamed Morsi hier, pour le remplacer par le président du Conseil constitutionnel Adli Mansour, et a annoncé la suspension de la Constitution du pays, sujette à controverse.

Sharan Burrow, la secrétaire générale de la CSI, déclare : « Douze mois de régime autocratique et partisan, suivis de la destitution du président Morsi par l'armée, ont porté un grave coup à la démocratie. L'Égypte dispose aujourd'hui d'une deuxième chance pour construire une démocratie qui respecte les droits et les intérêts de tous les hommes et femmes tout en leur garantissant la justice sociale. Les militaires doivent rester à l'écart et permettre aux civils de déterminer leur avenir. »

Le gouvernement instauré l'année dernière semblait plus enclin à changer le dispositif juridique et social du pays pour satisfaire l'idéologie d'une partie de la population, qu'à résoudre l'effondrement de l'économie nationale dû à l'inaction politique. Un niveau de chômage extrêmement élevé, l'insécurité économique, la discrimination contre les femmes et le refus de reconnaître les droits légitimes des travailleurs ont été les principaux facteurs d'un mécontentement croissant. En Égypte, les divisions sont plus profondes que jamais et les citoyens ont besoin de voir se mettre en place rapidement un dialogue ouvert et sincère permettant d'établir un système vraiment démocratique, qui rassemble au lieu de diviser ».

Plusieurs dizaines de personnes ont été tuées lors des récentes manifestations, des centaines d'autres ont été blessées et une centaine de femmes ont subi des violences sexuelles ces quatre derniers jours, dans le seul quartier de la place Tahrir.

« Il existe un véritable risque d'escalade de la violence et les citoyens demandent à être protégés des menaces physiques tout en ayant la garantie qu'un processus politique juste et ouvert est en cours », affirme Sharan Burrow.